

Ce n'est pas suffisant et ce n'est pas de l'APD : face à des crises mondiales dont l'ampleur et la gravité ne cessent de croître, les niveaux d'APD doivent correspondre aux besoins croissants en matière de *développement durable*.

[Déclaration du Groupe de référence des OSC du CAD sur les chiffres préliminaires de l'APD pour 2022.](#)

Aujourd'hui, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a annoncé qu'au cours de l'année 2022, les membres du Comité d'aide au développement ont alloué 204 milliards de dollars (USD) à l'aide publique au développement (APD) et a confirmé l'impact significatif anticipé de la guerre en Ukraine sur les allocations d'aide. Les chiffres sont à nouveau bien en deçà des objectifs clés de 0,7 % du RNB et de 0,15 à 0,2 % du RNB pour les pays moins avancés (PMA).

L'impact est dû à la fois à la réorientation de l'APD vers la réponse humanitaire en Ukraine, la reconstruction et le redressement et à l'augmentation substantielle des coûts liés aux réfugiés dans les pays donateurs à travers les pays du CAD qui s'élevaient à 14,4 % de l'APD en 2022. Ces chiffres ont atteint leur niveau le plus élevé en 2022 et mettent en évidence les impacts très importants sur l'aide résultant des coûts des réfugiés dans les pays donateurs pour soutenir les réfugiés ukrainiens dans les pays européens. La comptabilisation des coûts liés aux réfugiés est facultative dans les rapports statistiques du CAD sur l'APD. Pourtant, 28 des 30 membres du CAD ont indiqué que les ressources d'APD consacrées à l'accueil des réfugiés dans leur pays étaient déjà peu abondantes. Les pays peuvent et doivent soutenir l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile, mais les coûts budgétaires doivent être couverts par d'autres sources de financement et de budget que celles déjà allouées à l'APD. Les OSC soutiennent depuis longtemps que les obligations de tous les États en matière de droits humains d'accueillir des réfugiés ne doivent pas servir d'excuse aux fournisseurs d'aide pour dépenser les budgets de développement chez eux, gonflant ainsi l'aide et réduisant les ressources vitales pour les personnes vivant dans la pauvreté à l'échelle mondiale.

L'ampleur du conflit en Ukraine et les déplacements massifs qu'il a provoqués nécessitent une réponse humanitaire à grande échelle ainsi que des investissements et des efforts de reconstruction à plus long terme. Alors que la communauté internationale des donateurs a fait preuve d'un soutien opportun et complet à l'Ukraine, les crises provoquées ailleurs par la pauvreté, la mauvaise gouvernance, le changement climatique, les inégalités et les conflits se poursuivent et s'aggravent avec beaucoup moins d'attention et de soutien, tant sur le plan financier que sur le plan politique.

La réorientation significative de l'aide au développement liée aux efforts de réduction de la pauvreté, de résilience, de consolidation de la paix et d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les contextes les plus pauvres et les plus fragiles du monde vers les coûts liés aux réfugiés dans les États membres du CAD s'éloigne complètement de l'objectif principal de l'APD qui est de mesurer les efforts des donateurs qui contribuent au développement durable dans les pays en développement. Elle risque de saper les efforts de développement à long terme, de laisser de côté les personnes marginalisées et d'avoir des répercussions mondiales durables, notamment sur la paix et la stabilité.

Les niveaux d'APD doivent correspondre aux besoins croissants et refléter une solidarité correspondante avec les personnes marginalisées dans le monde.

Le soutien à l'Ukraine et aux pays touchés par l'invasion russe nécessite des ressources massives pendant de nombreuses années. La Banque mondiale a récemment estimé le coût de la reconstruction à

411 milliards de dollars pour les dix prochaines années (et ce chiffre ne cesse d'augmenter).^[1] Pour mettre ce montant en perspective, le total de l'aide humanitaire et de l'aide au développement apportées à l'Afghanistan par les donateurs du CAD et les donateurs multilatéraux, qui constituaient à l'époque l'un des principaux moteurs de la politique étrangère en matière d'APD, s'est élevé à 53 milliards de dollars sur une période de dix ans, de 2007 à 2016.

L'Ukraine est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, éligible à l'APD. Mais dans le contexte d'une guerre dont l'ampleur est sans précédent dans les temps modernes, les OSC sont profondément préoccupées par la façon dont les priorités urgentes de développement et de financement humanitaire pour d'autres pays en développement seront affectées négativement par des augmentations massives de l'APD pour faire face à la reconstruction de l'Ukraine. Afin d'atteindre les ODD, alors que l'urgence climatique continue d'avoir des effets dévastateurs sur les personnes vivant dans des situations vulnérables, les donateurs doivent non seulement maintenir les niveaux actuels d'APD, mais aussi augmenter considérablement le soutien supplémentaire à ces fins, en plus des ressources nécessaires à la reconstruction de l'Ukraine.

Pendant la période de guerre active en Ukraine, le CAD doit également surveiller de près l'aide qui est incluse, conformément aux accords antérieurs du CAD sur l'éligibilité de l'APD pour les dépenses liées à la paix et à la sécurité.^[2]

Il est essentiel d'accroître la transparence sur l'inclusion du soutien à l'Ukraine dans l'APD aujourd'hui et dans les années à venir. Parmi les différentes manières possibles d'aborder la transparence, les membres du CAD pourraient envisager une proposition visant à créer un [système de suivi de l'aide à l'Europe de l'Est](#), distinct des rapports sur les flux d'APD. Ce système de suivi rendrait compte de l'ensemble de l'aide humanitaire, de l'aide au développement, de l'aide fiscale et de l'aide aux réfugiés, actuelles et futures, accordées à l'Ukraine et aux autres pays d'Europe de l'Est touchés par l'invasion de la Russie.

Un tel système de suivi reconnaîtrait l'importance de l'aide à l'Ukraine et son éligibilité en tant que bénéficiaire de l'APD, mais pourrait être important pour garantir que l'APD à d'autres fins reste sur la bonne voie et que les donateurs restent responsables de leurs multiples engagements en matière d'aide au développement et d'objectifs de financement climatique. Il existe un précédent au sein du CAD pour un tel tracker : l'accord du CAD de 1992 visant à créer une désignation "Aide officielle" pour l'aide aux pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique, dont plusieurs étaient des pays éligibles à l'APD, y compris l'Ukraine. À l'époque, les membres du CAD s'inquiétaient également des implications pour d'autres objectifs de développement, suite à l'augmentation massive de l'aide à l'Europe de l'Est après l'effondrement de l'Union soviétique. Ce système a bien fonctionné jusqu'en 2004 et le CAD devrait envisager de le réintroduire aujourd'hui.

A ce jour, cette déclaration a été approuvée par les organisations et réseaux suivants :

11.11.11, *Belgique*

ACT Alliance EU, *Europe*

Act Church of Sweden, *Suede*

ActionAid International *Mondial*

AidWatch Canada, *Canada*
Alliance Sud, *Suisse*
Ambrela - Platform for development organisations, *Slovakia*
Arab NGO Network for Development, *Regional*
Associação para a Cooperação Entre os Povos, *Portugal*
Association pour l'Integration et le Developpement Durable au Burundi, AIDB, *Burundi*
Bond, *UK*
CAFISO-WRAG for Development, *Nigeria*
Caritas Europa, *Europe*
Center for Good Governance and Peace (CGGAP), *Nepal*
Centre for Research and Advocacy, Manipur, *India*
Centre national de coopération au développement CNCD-11.11.11, *Belgium*
Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS), *Global*
Coastal Development Partnership, *Bangladesh*
Commonwealth Medical Trust (Commat), *UK*
Cordaid, *Netherlands*
Council for People's Development and Governance, *Philippines*
Croatian Platform for International Citizen Solidarity (CROSOL), *Croatia*
CSO Partnership for Development Effectiveness (CPDE), *Global*
Diakonia, *Sweden*
European Network for Debt and Development (Eurodad), *European*
FIAN Sri Lanka/ Sri Lanka Nature Group, *Sri Lanka*
Forum of women's NGOs of Kyrgyzstan, *Kyrgyzstan*
Gender Lab, *Ghana*
Global Policy Forum Europe, *Germany*
IBON International, *Global*
Indigenous Peoples Global Forum for Sustainable Development, IPGFforSD, *Global*
Inter Pares, *Canada*
Lithuanian NGDO Platform, *Lithuania*
Nash Vek Public Foundation, *Kyrgyzstan*
Network for Women's Rights in Ghana (NETRIGHT), *Ghana*
North-East Affected Area Development Society (NEADS), *India*
Oxfam International, *Global*
Reality of Aid - Africa, *Regional*
Reality of Aid - Asia Pacific, *Asia Pacific*
RENICC, *Nicaragua*
Save the Children, *Global*

SMC - Faith in development, *Sweden*

The Hunger Project, *Germany*

The Reality of Aid Network, *Global*

Universal Versatile Society, *India*

Vikas Adhyayan Kendra, *India*

Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE), *Bangladesh*

Water, Sanitation and Hygiene Network (WASH-Net), *Sierra Leone*

[1] <https://www.aljazeera.com/news/2023/3/23/cost-of-rebuilding-ukraine-due-to-russian-war-411bn-world-bank>

[2] https://www.oecd.org/dac/HLM_ODAeligibilityPS.pdf